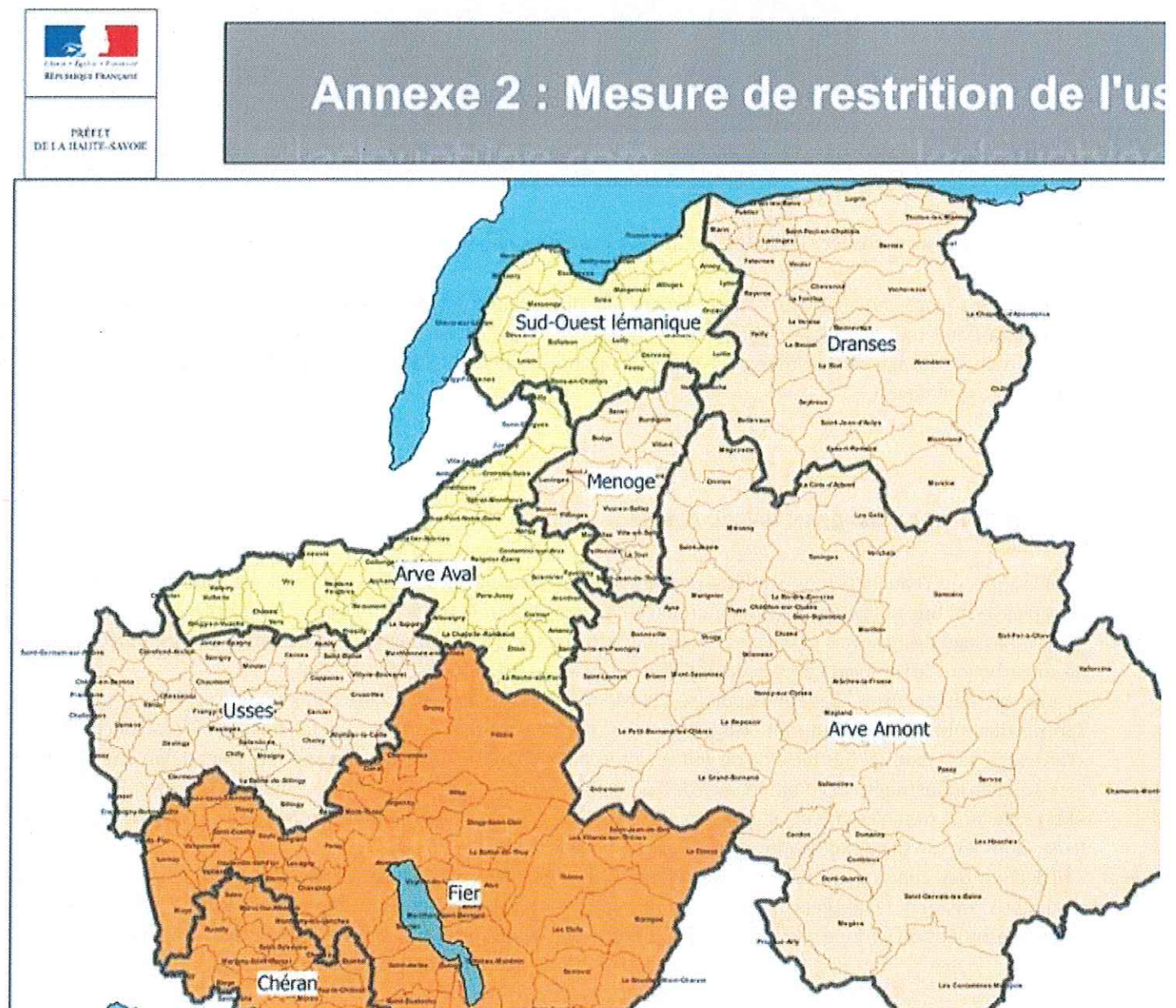


HAUTE-SAVOIE

Sécheresse : le Fier en alerte renforcée, les Usses, l'Arve, la Menoge et les Dranses en alerte



<http://www.haute-savoie.gouv.fr>

Partager cette info

Partager 38



La baisse des débits dans les cours d'eau et la baisse du niveau de certaines nappes appellent de nouvelles mesures. Après le classement des **Dranses**, du Fier et de la **Menoge** en **alerte** et le **Chéran** en **alerte renforcée**, les services de l'Etat ont décidé de renforcer les dispositifs.



L'**Arve Amont** et les **Usses** sont passés en alerte et le **Fier** en alerte renforcée. Le secteur Arve aval passe en vigilance. indiquent les services de l'état dans un **communiqué** publié ce lundi.

L'application des restrictions fera l'objet de contrôles, pouvant toucher l'ensemble des usagers de l'eau.

Pour les bassins placés en vigilance, conformément aux dispositions de l'arrêté cadre sécheresse (annexes), les usagers sont invités à éviter tout gaspillage d'eau, en particulier pour ce qui concerne l'arrosage des espaces verts et des stades en pleine journée, le lavage des voitures, à réaliser en priorité dans les stations de lavage, le lavage haute-pression, les fontaines en circuit ouvert.

LES RESTRICTIONS D'USAGE EN NIVEAU ALERTE

- l'utilisation de l'eau hors des stations professionnelles pour le lavage des véhicules est interdite, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire ou technique et pour les organismes liés à la sécurité ;
- le remplissage des piscines privées est interdit. Cette disposition ne s'applique pas aux piscines maçonnées en cours de construction. Le remplissage complémentaire des piscines est autorisé de 20 h à 8 h ;
- l'arrosage des pelouses, des ronds-points, des espaces verts publics et privés, des jardins d'agrément, des espaces sportifs de toute nature est interdit de 8 h à 20 h (les massifs floraux et les jardins potagers ne sont pas concernés) ;
- l'arrosage des stades et des terrains de golf est interdit de 8 h à 20 h (un registre de prélèvement devra être rempli) ;
- les activités industrielles et commerciales devront limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau ;
- les exploitants d'établissements soumis à autorisation au titre des ICPE doivent se référer aux obligations éventuelles fixées dans leur arrêté d'exploitation et applicables au seuil d'alerte ;
- l'irrigation des cultures est interdite de 10 h à 18 h. Cette interdiction ne s'applique pas pour l'abreuvement des animaux, l'irrigation des vergers, des cultures maraîchères et florales et des pépinières. L'irrigation à partir de retenues d'eau constituées en période hivernale reste autorisée, ainsi que l'utilisation directe d'eaux de pluie récupérées.

EN ALERTE RENFORCÉE

- l'arrosage des pelouses, des ronds-points, des espaces verts publics et privés, des jardins d'agrément, des espaces sportifs de toute nature toute la journée ;
- l'arrosage des massifs floraux et des jardins potagers de 8h à 20h ;
- l'arrosage des stades et des terrains de golf à l'exception des "greens et départs" (un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation des stades et des golfs).
- Sur les mesures d'irrigation des cultures, la restriction horaire est élargie de 8h à 20h (sauf pour les dispositifs économes en eau).

Ces mesures ne s'appliquent pas dans le cadre de la sécurité publique (lutte contre l'incendie en particulier).

Par S.B. | Publié le 17/09/2018 à 14:38 | Vu 6139 fois

Vidéos partenaires

Plus d'actualités en vidéo : L'éthylotest au démarrage, outil "an



Video Smart Player invented by Digiteka

+ Ajouter votre commentaire

Titre

Commentaire (champ obligatoire)

VALIDER

VOTRE RÉGION

LA BALME-DE-SILLINGY | Vol
Le supermarché
Casino cambriolé

Un cambriolage a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi au Casino de La Balme-de-Sillingy. Photo Le Dauphiné Libéré

Dans la nuit de dimanche à lundi, des cambrioleurs se sont introduits, vers deux heures du matin, dans le supermarché Casino de La Balme-de-Sillingy, près d'Annecy. Ils ont forcé un bureau et un coffre-fort puis emporté de l'argent liquide.

On ne connaît pas, pour

l'instant, le préjudice. L'enquête a été confiée à la brigade de recherche d'Annecy et à celle d'Annecy-Meythet. Les enquêteurs travaillent sur un rapprochement possible entre des affaires similaires qui se sont produites récemment en Haute-Savoie et en Isère.

BELLEGARDE (AIN) | Cour d'assises
Meurtre de son voisin :
vingt ans de réclusion

Vingt ans de réclusion criminelle et un suivi sociojudiciaire de dix ans, assorti d'une injonction de soins en fin de peine. Après trois heures de délibéré, hier lundi, la cour et le jury sont allés bien au-delà des réquisitions de l'avocat général. Il avait requis seize ans contre Jean-Jacques Passé, pour le meurtre de Patrick Wozny et pour avoir blessé François Gallois d'un coup de couteau dans le ventre, le 26 avril 2015, dans un hôtel de Bellegarde.

La veille, les trois hommes buvaient un coup pour l'anniversaire de Passé. L'imprévisibilité et l'impulsivité de cet homme de 63 ans auront pesé lourd dans la balance.

« Il ne conteste pas les faits. Pire, il les revendique ».

« Le plus terrifiant dans cette affaire, c'est qu'il ne conteste pas les faits, qu'il les assume. Pire, il les revendique » a rappelé Gwenella Le Bartz, l'avocate de Gallois. « Durant ce procès, il n'était pourtant pas alcoolisé, et il a tenu des propos inquiétants, menaçant même l'avocat général. Il a insulté les victimes, n'a pas exprimé un mot de regret, et il a même dit qu'il pourrait recommencer ! » s'est indigné l'avocat.

L'homme a un « vécu persécutatoire », après trente ans de

vie dans la rue ou en foyer, estimait l'avocat général Aurélien Bolly-Sellins. Et il n'aimait pas Wozny, qui jouait un peu « le concierge » dans l'hôtel « autogéré » de la rue de la République. Il ne lui a laissé aucune chance : « Il l'a planté, saigné. Il a avoué qu'il a visé la carotide. Il a exprimé clairement que si on insulte sa famille, il tue. Passé a même peur de son propre comportement. Il a dit qu'il ne sortait pas de sa cellule pour ne pas s'en prendre aux autres. » Le magistrat du parquet faisait alors part de son « inquiétude pour la société, car c'est quelqu'un d'une grande dangerosité, qui a déjà été condamné pour de graves violences et qui a peu évolué ».

« C'est un homme qui a grandi dans la violence d'un père alcoolique. Il a vécu des conditions d'éducation néfaste » répondait M^{re} Johann Foubert. Pendant quarante ans, « son seul compagnon, c'était l'alcool ». L'avocat de Passé estimait que son client n'avait pas « un plein et entier discernement » au moment des faits, et « qu'il n'a pas tué de manière froide et calculée ».

Une thèse écartée par la cour et le jury, qui a retenu l'homicide « volontaire » et non pas les « coups mortels » à l'encontre de l'accusé.

Frédéric BOURDOUREQUE

VEYRIER-DU-LAC | Disparition
Le randonneur
retrouvé à Talloires

Le jeune homme recherché dans le mont Veyrier (lire nos éditions d'hier) a été retrouvé sain et sauf dans la nuit de dimanche à lundi vers une heure du matin.

Samedi après-midi, ne retrouvant pas sa mère avec qui il était parti randonner, il est redescendu sur Veyrier-du-Lac

seul. Il a ensuite passé la nuit de samedi à dimanche et la journée de dimanche à Talloires, sans imaginer qu'il était recherché. C'est le barmen d'un établissement de la région qui l'a reconnu après l'appel à témoins publié dans nos colonnes et sur les réseaux sociaux qui a alerté la gendarmerie.

FAITS DIVERS EXPRESS

PUBLIER/NEUVECELLE

Un sexagénaire au comportement suspect signalé à proximité des écoles

→ Un appel à la vigilance a été lancé la semaine dernière dans au moins deux écoles du pays d'Évian (Publier et Neuvecelle). Un homme d'une soixantaine d'années s'est présenté à la sortie de l'école du Centre (NDR, à Publier) avec son chien, cherchant à approcher les enfants. Merci de signaler tout comportement suspect et d'éveiller votre vigilance, rapporte une affiche placardée à l'entrée de l'établissement. Les vérifications réalisées par les policiers de la circonscription du Léman n'ont pour l'instant rien donné. Si les faits devaient se reproduire, les témoins sont invités à composer immédiatement le 17.

BONNEVILLE | Une des écoles de la ville accueille une classe de l'Institut national des jeunes sourds

Un nouveau dispositif pour favoriser l'inclusion scolaire

Unité d'enseignement externalisée : c'est le nom théorique donné à la nouvelle classe qu'a ouvert cette rentrée l'Institut national des jeunes sourds (INJS) à l'école du Bois-Jolivet de Bonneville.

En pratique, il s'agit plus clairement d'accueillir dans cet établissement des enfants sourds ou malentendants. Un soulagement important pour les parents qui, jusqu'alors, n'avaient aucune solution scolaire pour leurs enfants dans le département de la Haute-Savoie et devaient aller jusqu'à Cognin en Savoie pour les scolariser.

Une plus grande autonomie

« Cette nouvelle classe s'inscrit dans une volonté permanente de l'Éducation nationale d'avoir une école qui réduit les inégalités et qui permet à tous les enfants d'être dans un univers scolaire ordinaire avec une prise en charge particulière (lire ci-contre) », assure Mireille Vincent, directrice académique, présente sur le site il y a quelques jours pour la signature de la convention permettant cet accueil.

« Le fondement de ce dispositif est d'offrir une



Les enfants de l'INJS sont accueillis à l'école du Bois-Jolivet depuis le début d'année scolaire et participent à des temps de travail avec leurs enseignants et éducateurs propres mais également à des temps de travail directement dans les classes, avec les autres enfants. Photo Le Dauphiné

scolarisation collective

pour renforcer les apprentissages fondamentaux, faciliter les accompagnements pédagogiques et thérapeutiques tout en favorisant les relations sociales », ajoute Eddie Alexandre, directeur de l'INJS.

Au travers de cette inclusion, c'est la volonté de donner une plus grande autonomie à ces enfants et de contribuer à leur épanouissement personnel.

Isabelle PHILIPPE

LA PHRASE

« Cet accueil nous tient à cœur. C'est le résultat de tout le travail effectué par la commune pour l'inclusion scolaire et pour que tous les enfants porteurs d'un handicap puissent suivre un enseignement normal. »

Stéphane Valli, maire de Bonneville

L'INFO EN +

PLUS SUR L'INJS

L'INJS de Chambéry est un établissement public national sous tutelle du ministère de la Santé. Il est présent sur les deux Savoies pour la scolarisation d'enfants sourds et malentendants.

POURQUOI BONNEVILLE ?

La ville est centrale dans le département. Les enfants accueillis viennent de Cluses, Thonon, Publier et Thonon. La ville est aussi reconnue pour son savoir-faire en matière d'accueil et d'intégration des personnes en situation de handicap avec, entre autres sur son territoire, un institut médico-éducatif, un Esat...

Une prise en charge particulière

Pour cette rentrée, deux enseignantes et un éducateur spécialisé de l'INJS, en partenariat avec la directrice et les enseignants de l'école du Bois-Jolivet, accueillent et accompagnent cinq enfants âgés de 8 à 11 ans. Ces enfants ont des temps de travail avec leurs enseignants et des temps de partage avec les autres enfants, notamment au moment des repas, des récréations... « Mais ce n'est pas seulement ça. Il y a également des temps

d'inclusion en classe ordinaire choisis et évolutifs, des projets communs en affirmant les capacités de l'enfant au sein de son environnement » assure Eddie Alexandre, directeur de l'INJS. Les enseignants de l'école sont accompagnés dans leur accueil et acquièrent des modes de communication. Les élèves de l'école seront également initiés pour pouvoir communiquer avec les écoliers malentendants.

L.P.

HAUTE-SAVOIE | De nouvelles mesures sur les secteurs de l'Arve, du Fier et des Usses

La sécheresse s'amplifie un peu partout dans le département

Les secteurs de l'Arve (amont) et des Usses viennent de passer en « alerte » et le secteur du Fier en « alerte renforcée » tandis que celui de l'Arve (aval) passe en « vigilance ». Des décisions prises, hier, par la préfecture au regard de la baisse de certains cours d'eau et du niveau de certaines nappes phréatiques.

Les restrictions d'usage de l'eau sont ainsi différentes en fonction du niveau d'alerte. Ainsi en « alerte » simple, sont interdits notamment l'utilisation de l'eau pour les lavages des véhicules (hors stations professionnelles), le remplissage des piscines, l'arrosage des espaces verts publics et privés de 8 à 20 heures

(sauf pour les massifs floraux et les jardins potagers), l'arrosage des stades et des terrains de golf de 8 à 20 heures.

En niveau « alerte renforcée », sont interdits : l'arrosage toute la journée des pelouses publiques ou privées, l'arrosage des massifs floraux et jardins potagers de 8 à 20 heures.

En niveau « vigilance », les usagers sont invités à éviter tout gaspillage d'eau pour les arrosages, le lavage des voitures, le lavage haute pression et les fontaines en circuit ouvert.

Rappelons que les secteurs des Dranses, du Fier et de la Menoge sont déjà classés en « alerte » et que celui du Chéran est en « alerte renforcée ».



Cet été, en raison de la sécheresse et de la canicule, des pêches de sauvetage ont dû être entreprises dans le Fier et dans d'autres cours d'eau pour sauver les poissons. Photo Le Dauphiné Libéré

ANNECY | Sur fond de réforme gouvernementale

La CPME et la CCI s'écharpent à nouveau

Décidément, ce n'est pas la grande entente entre la CPME 74 (Confédération des petites et moyennes entreprises de Haute-Savoie) et l'équipe dirigeante actuelle de la CCI 74 (Chambre de commerce et d'industrie de Haute-Savoie). Ce n'est pas la première fois que la confédération patronale s'écharpe avec la chambre consulaire haut-savoyarde dirigée majoritairement par des membres du Medef, syndicat patronal concurrent.

La CCI 74 a sollicité, dans le cadre d'une campagne nationale, les élus ou autres partenaires économiques. Il s'agit de mobiliser tout ce monde pour obliger le gouvernement à faire machine arrière quant à une nouvelle réforme qui amènerait à la baisse des ressources fiscales des CCI pour la période 2019 à 2022.

« Dans le constructif plutôt que dans le dénigrement »

Cette sollicitation a eu le don d'énervier la CPME 74. Dans un courrier adressé à la presse, son

président, Jean-Michel Delaplagne, fustige le rôle de la CCI « et le peu d'intérêt que manifeste le tissu économique pour les activités CCI en général [...] ». Ce peu d'intérêt se manifeste par un taux de participation familial aux élections des membres de la chambre consulaire ». La CPME va même plus loin et affirme que « ces réductions drastiques (NDR) décidées par le gouvernement sont mêmes indispensables pour réduire le coût de la dépense publique et le taux de

prélèvement fiscal sur les entreprises ».

De quoi faire bondir le président de la CCI 74, Guy Métral. « Les CCI demandent tout simplement un large soutien des élus et du monde économique pour que ces dernières aient les moyens de survivre. Il s'agit ainsi de faire pression sur le gouvernement. »

Soulignons au passage que des CPME d'autres départements soutiennent cette démarche des CCI. Guy Métral souligne

qu'il préfère être « dans le constructif que dans le dénigrement systématique ». Il affirme travailler sur une nouvelle organisation. « Nous allons probablement offrir moins de services et étudions la possibilité de faire payer uniquement les entreprises qui consomment à la CCI. Mais ma principale préoccupation est de faire en sorte que ce ne soit pas les salariés qui paient les pots cassés. Je crois que c'est plutôt autour de tout cela qu'il faut concentrer son énergie. »

D.C.